

Une réforme juste

➤ Pour sauver nos retraites, le Gouvernement a choisi de reculer progressivement l'âge de départ à la retraite à 62 ans en 2018. Parce qu'il s'agit d'une question de justice, l'augmentation de la durée d'activité ne doit pas être la même pour les salariés qui ont eu une vie professionnelle plus dure que les autres. C'est pourquoi le projet du Gouvernement prend en compte deux situations particulières.

1ère situation : ceux qui sont soumis à des facteurs de pénibilité dans leur travail

Les salariés qui ont une incapacité égale ou supérieure à 20% ayant donné lieu à l'attribution d'une rente pour maladie professionnelle auront deux avantages au titre de la retraite :

- **1^{er} avantage** : pour ces assurés, l'âge de la retraite ne sera pas augmenté. Il restera fixé à 60 ans.
- **2^{ème} avantage** : cette retraite sera attribuée à taux plein même s'ils n'ont pas validé tous leurs trimestres. Ils ne subiront aucune décote.

EXEMPLES :



Denise, 56 ans, est manutentionnaire dans une usine. A la suite de ports répétés de charges lourdes, elle souffre de raideurs de l'épaule et de sciatique chronique. Celles-ci ont été reconnues comme maladies professionnelles à un taux supérieur à 20%. Elle a été reclassée dans un emploi de bureau. Jusqu'à



Max, 57 ans, est éboueur. Il souffre, en raison du port répété de poubelles, d'une hernie discale reconnue en maladie professionnelle. Il n'aura pas tous ses trimestres au moment de partir à la retraite, car il a eu un début de vie professionnelle difficile. Au lieu de partir à la retraite à 61 ans, et avec une décote, il partira à 60 ans avec une pension à taux plein.

2ème situation : ceux qui ont commencé à travailler tôt

Le dispositif « Carrières longues » sera poursuivi et élargi aux salariés qui ont commencé à travailler à 17 ans.

CONCRÈTEMENT :

Tous les salariés qui ont commencé leur vie professionnelle avant 18 ans continueront de partir à la retraite à 60 ans.
Les salariés qui ont commencé à travailler à 14 ou 15 ans pourront partir à la retraite à 58 ans.

EXEMPLE :



Michel est né le 20 août 1956. Il a débuté son activité comme apprenti à 16 ans, en septembre 1972 et n'a pas connu d'interruption de carrière depuis. Lorsqu'il atteindra l'âge de 60 ans, le 20 août 2016, il disposera de 44 ans cotisés. Il pourra donc partir à la retraite et liquider sa pension de retraite dans le cadre du dispositif « carrières longues ».



LES NOUVEAUX DROITS CRÉÉS PAR LA RÉFORME

Pour les femmes :

Aujourd'hui : la retraite des femmes est pénalisée car le congé maternité n'est pas pris en compte dans le calcul des droits.

Avec la réforme : cette période sera désormais intégrée dans le calcul des droits à la retraite.



Pour les jeunes :



Aujourd'hui : les jeunes rencontrent des difficultés d'insertion sur le marché du travail ce qui reporte l'âge des premières cotisations.

Avec la réforme : le nombre de trimestres validés gratuitement en début de carrière pour les périodes de chômage non indemnisées passera de 4 à 6.

Pour les exploitants agricoles :

Aujourd'hui : un minimum de pension a été créé en 2009.

Avec la réforme : ce dispositif est étendu et élargi : de nombreuses femmes d'exploitants agricoles pourront ainsi en bénéficier.

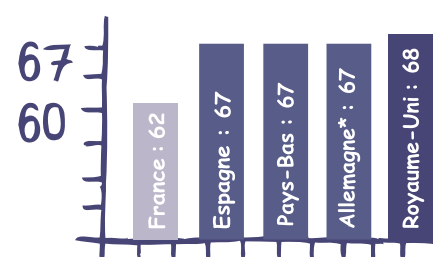
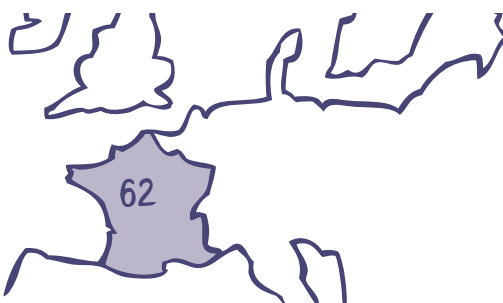


NOTRE SYSTÈME DE RETRAITE PAR RÉPARTITION EST FONDÉ SUR DEUX PILIERS :

L'âge légal de départ à la retraite : c'est l'âge minimum à partir duquel les salariés peuvent obtenir leur pension de retraite de base.

La durée de cotisation : c'est la durée pendant laquelle l'assuré cotise et qui lui permettra si elle est suffisante de bénéficier d'une retraite à taux plein.
Pour sauver notre système de retraite, il fallait donc agir sur ces leviers.

L'âge d'ouverture des droits à la retraite en Europe, après les réformes de retraites menées dans certains pays de l'Union européenne



* Pour l'Allemagne il s'agit de l'âge-pivot (en dessous duquel une décote est exercée)